



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET
DES HAUTS-DE-SEINE

RECUEIL

DES

ACTES ADMINISTRATIFS

CABINET DU PREFET

Vidéo protection

Volume 12

N° Spécial

21 juin 2017

PREFECTURE DES HAUTS-DE-SEINE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

N° Spécial CABINET Vidéo protection du 21 juin 2017

Volume 12

Table récapitulative des arrêtés publiés

Arrêté	Date	ETABLISSEMENT	Page
CAB.BPS n° 2017.504	22.05.2017	BLUEDISTRIB à VAUCRESSON	3
CAB.BPS n° 2017.505	22.05.2017	CARREFOUR MARKET – SARL DUBIK à CHATILLON	6
CAB.BPS n° 2017.506	22.05.2017	C.S.F. CARREFOUR MARKET à MEUDON- LA-FORET	9
CAB.BPS n° 2017.507	22.05.2017	ZARA 3006 LE PARVIS à PUTEAUX	12
CAB.BPS n° 2017.508	22.05.2017	HOPITAL SUISSE DE PARIS à ISSY-LES- MOULINEAUX	15
CAB.BPS n° 2017.509	22.05.2017	ZARA HOME 1842 – LES QUATRE TEMPS à PUTEAUX	18
CAB.BPS n° 2017.516	16.05.2017	Arrêté modifiant l'arrêté relatif à la commission départementale de vidéoprotection des Hauts-de- Seine.	21
CAB.BPS n° 2017.517	06.06.2017	Arrêté autorisant l'usage de caméras individuelles permettant l'enregistrement audiovisuel des interventions des agents de police municipale de SURESNES.	23
CAB.BPS n° 2017.519	12.06.2017	Arrêté autorisant l'usage de caméras individuelles permettant l'enregistrement audiovisuel des interventions des agents de police municipale de FONTENAY-AUX-ROSES.	26



PRÉFET DES HAUTS-DE-SEINE

Arrêté CAB/BPS n° 2017. 504 du 22 MAI 2017 autorisant l'installation d'un système de vidéoprotection pour l'établissement «BLUEDISTRIB» sis 27, rue du Professeur Victor Pauchet à VAUCRESSON (92420).

LE PREFET DES HAUTS-DE-SEINE
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

Vu le code de la sécurité intérieure ;

Vu le décret du 23 août 2016 portant nomination de Monsieur Pierre SOUBELET en qualité de Préfet des Hauts-de-Seine (hors classe) ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

Vu la demande présentée par le président, représentant l'établissement «BLUEDISTRIB» sis 27, rue du Professeur Victor Pauchet à Vaucresson (92420), en vue d'obtenir l'autorisation d'installer un système de vidéoprotection ;

Vu l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 24 avril 2017, en présence du référent sûreté ;

Considérant que la demande d'autorisation est constituée conformément aux textes applicables en matière d'exploitation de système de vidéoprotection concernant les voies publiques ou les espaces ouverts au public ;

Sur proposition de la Sous-préfète, Directrice de Cabinet de la Préfecture des Hauts-de-Seine ;

ARRETE

ARTICLE 1 : L'établissement «BLUEDISTRIB» est autorisé à installer, à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection pour 1 caméra intérieure dans les conditions fixées au présent arrêté, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20170302.

Le système considéré répond aux finalités prévues par les textes en vigueur : Sécurité des personnes, prévention des atteintes aux biens, prévention d'actes terroristes.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

La caméra intérieure située dans les espaces ouverts au public, au niveau du local de distribution des colis devront être dotées de masquages dynamiques de façon à ne pas visionner, le domaine public (voies de circulation, rues, trottoirs, jardins publics...), les lieux privatifs (locaux professionnels, locaux d'habitations), les moyens de paiement par carte bancaire, et ce, dans le respect des libertés individuelles.

ARTICLE 2 : Le public devra être informé dans l'établissement précité, par une signalétique appropriée :

- De manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour l'exercice du droit d'accès aux images et aux enregistrements.
- L'affichette mentionnera les références du code de la sécurité intérieure susvisé, ainsi que les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.
- Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de la Directrice, représentant l'établissement «BLUEDISTRIB» au siège social sis 10-12, rue Marie Curie à Maurepas (78310).

ARTICLE 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de **15 jours**.

ARTICLE 4 : Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

ARTICLE 5 : Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir sur l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que sur la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

ARTICLE 6 : L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par le responsable du système ou de son exploitation.

ARTICLE 7 : Le droit d'accès aux informations enregistrées est prévu par les dispositions du code de la sécurité intérieure susvisé.

ARTICLE 8 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés, changement affectant la protection des images).

ARTICLE 9 : Le demandeur garantit le respect du droit des tiers et des libertés individuelles par, le cas échéant, la mise en place de système de masquage(s) dynamique(s), et s'assure de son efficacité.

ARTICLE 10 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions du code de la sécurité intérieure susvisé, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

ARTICLE 11 : Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture des Hauts-de-Seine.

ARTICLE 12 : Conformément aux dispositions de l'article R421-5 du code de justice administrative, cette autorisation peut faire l'objet d'un recours¹.

ARTICLE 13 : Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans. Une nouvelle demande devra alors être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

ARTICLE 14 : La Sous-préfète, Directrice de Cabinet de la Préfecture des Hauts-de-Seine est chargée de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire sera adressé à l'établissement «BLUEDISTRIB» au siège social sis 10-12, rue Marie Curie à Maurepas (78310).

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-Préfète, Directrice de cabinet



Mélanie VILLIERS-JACQUAT

¹ Dans les deux mois à compter de la notification de la présente décision les recours suivants peuvent être introduits :

- un recours gracieux, auprès de M. le Préfet des Hauts-de-Seine - Cabinet du Préfet - 167/177 avenue Joliot-Curie - 92013 Nanterre CEDEX.
- un recours hiérarchique, auprès du Ministre de l'Intérieur – Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques - Sous direction des Libertés Publiques et de la Police Administrative – 11, rue des Saussaies – 75800 Paris CEDEX 08.
- un recours contentieux, devant le tribunal Administratif de Cergy-Pontoise sis 2-4, boulevard de l'Hautil – BP 30322 - 95027 Cergy-Pontoise CEDEX.

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2^e mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2^e mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).



PRÉFET DES HAUTS-DE-SEINE

Arrêté CAB/BPS n° 2017. 505 du 22 MAI 2017 modifiant l'autorisation d'exploiter un système de vidéoprotection délivrée à l'établissement «CARREFOUR MARKET – SARL DUBIK» supermarché sis 165, avenue de Paris à CHATILLON (92320).

LE PREFET DES HAUTS-DE-SEINE
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

Vu le code de la sécurité intérieure ;

Vu le décret du 23 août 2016 portant nomination de Monsieur Pierre SOUBELET en qualité de Préfet des Hauts-de-Seine (hors classe) ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

Vu l'arrêté préfectoral CAB/BPS n° 2016.135 du 28 avril 2016 portant autorisation d'installer un système de vidéoprotection ;

Vu la demande présentée par le gérant, représentant l'établissement «CARREFOUR MARKET – SARL DUBIK» sis 165, avenue de Paris à Châtillon (92320), en vue d'obtenir l'autorisation de modifier l'exploitation du système de vidéoprotection ;

Vu l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 24 avril 2017, présence du référent sûreté ;

Considérant que la demande d'autorisation est constituée conformément aux textes applicables en matière d'exploitation de système de vidéoprotection concernant les voies publiques ou les espaces ouverts au public ;

Sur proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet de la Préfecture des Hauts-de-Seine ;

ARRETE

ARTICLE 1 : L'établissement «CARREFOUR MARKET – SARL DUBIK» est autorisé à modifier, à l'adresse sus-indiquée, l'exploitation du système de vidéoprotection par l'ajout de 2 caméras intérieures et 1 caméra extérieure dans les conditions fixées au présent arrêté, valable jusqu'au 27 avril 2021 renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20150441.

L'autre caméra ajoutée filmant l'aire de livraison, n'étant pas placée dans un espace ouvert au public, n'a pas été soumise pour avis à la commission départementale de vidéoprotection et ne fait pas l'objet d'une autorisation préfectorale dans le cadre du présent arrêté. Dans l'hypothèse où cette caméra entrerait dans le champ d'application de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978, elle devrait être déclarée à la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL).

Cette modification intervient sur l'installation de vidéoprotection précédemment autorisé par arrêté préfectoral CAB/BPS n° 2016.135 du 28 avril 2016.

Le système d'exploitation de vidéoprotection est désormais composé d'un total de 16 caméras intérieures et 1 caméra extérieure.

Le système considéré répond aux finalités prévues par les textes en vigueur : Sécurité des personnes, prévention des atteintes aux biens, lutte contre la démarque inconnue.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Les caméras situées dans les espaces ouverts au public, au niveau de l'entrée/sortie, des rayonnages, de l'allée centrale et du SAS convoyeur entrée livraison extérieure devront être dotées de masquages dynamiques de façon à ne pas visionner le domaine public (voies de circulation, rues, trottoirs, jardins publics...), les lieux privés (locaux professionnels, locaux d'habitations), les moyens de paiement par carte bancaire, et ce, dans le respect des libertés individuelles.

ARTICLE 2 : Le public devra être informé dans l'établissement précité, par une signalétique appropriée :

- De manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour l'exercice du droit d'accès aux images et aux enregistrements.
- L'affichette mentionnera les références du code de la sécurité intérieure susvisé, ainsi que les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.
- Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du gérant, représentant l'établissement «CARREFOUR MARKET – SARL DUBIK» sis 165, avenue de Paris à Châtillon (92320).

ARTICLE 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de **14 jours**.

ARTICLE 4 : Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

ARTICLE 5 : Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir sur l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que sur la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

ARTICLE 6 : L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par le responsable du système ou de son exploitation.

ARTICLE 7 : Le droit d'accès aux informations enregistrées est prévu par les dispositions du code de la sécurité intérieure susvisé.

ARTICLE 8 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés, changement affectant la protection des images).

ARTICLE 9 : Le demandeur garantit le respect du droit des tiers et des libertés individuelles par, le cas échéant, la mise en place de système de masquages dynamiques, et s'assure de son efficacité.

ARTICLE 10 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions du code de la sécurité intérieure susvisé, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

ARTICLE 11 : Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture des Hauts-de-Seine.

ARTICLE 12 : Conformément aux dispositions de l'article R421-5 du code de justice administrative, cette autorisation peut faire l'objet d'un recours¹.

ARTICLE 13 : Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai de validité au 27 avril 2021. Une nouvelle demande devra alors être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

ARTICLE 14 : Le présent arrêté abroge et remplace les dispositions antérieures.

ARTICLE 15 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet de la Préfecture des Hauts-de-Seine est chargée de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire sera adressé à l'établissement «CARREFOUR MARKET – SARL DUBIK» sis 165, avenue de Paris à Châtillon (92320).

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-préfète, Directrice de Cabinet



Mélanie VILLIERS-JACQUAT

¹ Dans les deux mois à compter de la notification de la présente décision les recours suivants peuvent être introduits :

- un recours gracieux, auprès de M. le Préfet des Hauts-de-Seine - Cabinet du Préfet - 167/177 avenue Joliot-Curie - 92013 Nanterre CEDEX.
- un recours hiérarchique, auprès du Ministre de l'Intérieur – Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques - Sous direction des Libertés Publiques et de la Police Administrative – 11, rue des Saussaies – 75800 Paris CEDEX 08.
- un recours contentieux, devant le tribunal Administratif de Cergy-Pontoise sis 2-4, boulevard de l'Hautil – BP 30322 - 95027 Cergy-Pontoise CEDEX.

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2^e mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2^e mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).



PRÉFET DES HAUTS-DE-SEINE

Arrêté CAB/BPS n° 2017. 506 du 22 MAI 2017 modifiant l'autorisation d'exploiter un système de vidéoprotection délivrée à l'établissement «C.S.F. CARREFOUR MARKET» supermarché sis 23, avenue du Général de Gaulle à MEUDON LA FORET (92360).

LE PREFET DES HAUTS-DE-SEINE
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

Vu le code de la sécurité intérieure ;

Vu le décret du 23 août 2016 portant nomination de Monsieur Pierre SOUBELET en qualité de Préfet des Hauts-de-Seine (hors classe) ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

Vu l'arrêté préfectoral CAB/BPS n° 2013.371 du 29 juillet 2013 portant autorisation d'installer un système de vidéoprotection ;

Vu la demande présentée par le gérant, représentant l'établissement «C.S.F. CARREFOUR MARKET» supermarché sis 23, avenue du Général de Gaulle à Meudon-la-Forêt (92360), en vue d'obtenir l'autorisation de modifier l'exploitation du système de vidéoprotection ;

Vu l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 24 avril 2017, présence du référent sûreté ;

Considérant que la demande d'autorisation est constituée conformément aux textes applicables en matière d'exploitation de système de vidéoprotection concernant les voies publiques ou les espaces ouverts au public ;

Sur proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet de la Préfecture des Hauts-de-Seine ;

ARRETE

ARTICLE 1 : L'établissement «C.S.F. CARREFOUR MARKET» est autorisé à modifier, à l'adresse sus-indiquée, l'exploitation du système de vidéoprotection pour un total de 23 caméras intérieures dans les conditions fixées au présent arrêté, valable jusqu'au 28 juillet 2018 renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20100087.

Le système considéré répond aux finalités prévues par les textes en vigueur : Sécurité des personnes, prévention des atteintes aux biens, lutte contre la démarque inconnue, prévention d'actes terroristes.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Les caméras situées dans les espaces ouverts au public, au niveau de l'entrée/sortie, de l'accueil, des caisses et des rayonnages devront être dotées de masquages dynamiques de façon à ne pas visionner le domaine public (voies de circulation, rues, trottoirs, jardins publics...), les lieux privatifs (locaux professionnels, locaux d'habitations), les moyens de paiement par carte bancaire, et ce, dans le respect des libertés individuelles.

ARTICLE 2 : Le public devra être informé dans l'établissement précité, par une signalétique appropriée :

- De manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour l'exercice du droit d'accès aux images et aux enregistrements.
- L'affichette mentionnera les références du code de la sécurité intérieure susvisé, ainsi que les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.
- Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de la direction, représentant l'établissement «C.S.F. CARREFOUR MARKET» sis 23, avenue du Général de Gaulle à Meudon-la-Forêt (92360).

ARTICLE 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de **15 jours**.

ARTICLE 4 : Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

ARTICLE 5 : Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir sur l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que sur la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

ARTICLE 6 : L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par le responsable du système ou de son exploitation.

ARTICLE 7 : Le droit d'accès aux informations enregistrées est prévu par les dispositions du code de la sécurité intérieure susvisé.

ARTICLE 8 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés, changement affectant la protection des images).

ARTICLE 9 : Le demandeur garantit le respect du droit des tiers et des libertés individuelles par, le cas échéant, la mise en place de système de masquages dynamiques, et s'assure de son efficacité.

ARTICLE 10 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions du code de la sécurité intérieure susvisé, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

ARTICLE 11 : Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture des Hauts-de-Seine.

ARTICLE 12 : Conformément aux dispositions de l'article R421-5 du code de justice administrative, cette autorisation peut faire l'objet d'un recours¹.

ARTICLE 13 : Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai de validité au 28 juillet 2018. Une nouvelle demande devra alors être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

ARTICLE 14 : Le présent arrêté abroge et remplace les dispositions antérieures.

ARTICLE 15 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet de la Préfecture des Hauts-de-Seine est chargée de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire sera adressé à l'établissement «C.S.F. CARREFOUR MARKET» sis 23, avenue du Général de Gaulle à Meudon-la-Forêt (92360).

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-préfète, Directrice de Cabinet



Mélanie VILLIERS-JACQUAT

¹ Dans les deux mois à compter de la notification de la présente décision les recours suivants peuvent être introduits :

- un recours gracieux, auprès de M. le Préfet des Hauts-de-Seine - Cabinet du Préfet - 167/177 avenue Joliot-Curie - 92013 Nanterre CEDEX,
- un recours hiérarchique, auprès du Ministre de l'Intérieur – Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques - Sous direction des Libertés Publiques et de la Police Administrative – 11, rue des Saussaies – 75800 Paris CEDEX 08.
- un recours contentieux, devant le tribunal Administratif de Cergy-Pontoise sis 2-4, boulevard de l'Hautil – BP 30322 - 95027 Cergy-Pontoise CEDEX.

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2^e mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2^e mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).



PRÉFET DES HAUTS-DE-SEINE

Arrêté CAB/BPS n° 2017. 507 du 22 MAI 2017 modifiant l'autorisation d'exploiter un système de vidéoprotection délivrée à l'établissement « ZARA 3006 LE PARVIS» sis au centre commercial les Quatre Temps La Défense à PUTEAUX (92800).

LE PREFET DES HAUTS-DE-SEINE
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

Vu le code de la sécurité intérieure ;

Vu le décret du 23 août 2016 portant nomination de Monsieur Pierre SOUBELET en qualité de Préfet des Hauts-de-Seine (hors classe) ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

Vu l'arrêté préfectoral CAB/BPS n° 2016.296 du 17 juin 2016 portant autorisation d'installer un système de vidéoprotection ;

Vu la demande présentée par le directeur général, représentant l'établissement «ZARA 3006 LE PARVIS» sis au centre commercial les Quatre Temps La Défense à Puteaux (92800), en vue d'obtenir l'autorisation de modifier l'exploitation du système de vidéoprotection ;

Vu l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 24 avril 2017, en présence du référent sûreté ;

Considérant que la demande d'autorisation est constituée conformément aux textes applicables en matière d'exploitation de système de vidéoprotection concernant les voies publiques ou les espaces ouverts au public ;

Sur proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet de la Préfecture des Hauts-de-Seine ;

ARRETE

ARTICLE 1 : L'établissement «ZARA 3006 LE PARVIS» est autorisé à modifier, à l'adresse sus-indiquée, l'exploitation du système de vidéoprotection par l'ajout d'une caméra intérieure, dans les conditions fixées au présent arrêté, valable jusqu'au 16 juin 2021 renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20110019.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéoprotection précédemment autorisé par arrêté préfectoral CAB/BPS n° 2016.296 du 17 juin 2016.

Le système d'exploitation de vidéoprotection est désormais composé d'un total de 16 caméras intérieures.

Le système considéré répond aux finalités prévues par les textes en vigueur : Sécurité des personnes, prévention des atteintes aux biens, lutte contre la démarque inconnue.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Les caméras situées dans les espaces ouverts au public, au niveau des entrées/sorties, des caisses et des surfaces de vente devront être dotées de masquages dynamiques de façon à ne pas visionner le domaine public (voies de circulation, rues, trottoirs, jardins publics...), les lieux privés (locaux professionnels, locaux d'habitations), les moyens de paiement par carte bancaire, et ce, dans le respect des libertés individuelles.

ARTICLE 2 : Le public devra être informé dans l'établissement précité, par une signalétique appropriée :

- De manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour l'exercice du droit d'accès aux images et aux enregistrements.
- L'affichette mentionnera les références du code de la sécurité intérieure susvisé, ainsi que les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.
- Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du directeur sécurité, représentant l'établissement «ZARA FRANCE» au siège social sis 80, avenue des terroirs de France à Paris (75012).

ARTICLE 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de **30 jours**, compte tenu de la sensibilité du site.

ARTICLE 4 : Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

ARTICLE 5 : Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir sur l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que sur la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

ARTICLE 6 : L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par le responsable du système ou de son exploitation.

ARTICLE 7 : Le droit d'accès aux informations enregistrées est prévu par les dispositions du code de la sécurité intérieure susvisé.

ARTICLE 8 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés, changement affectant la protection des images).

ARTICLE 9 : Le demandeur garantit le respect du droit des tiers et des libertés individuelles par, le cas échéant, la mise en place de système de masquages dynamiques, et s'assure de son efficacité.

ARTICLE 10 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions du code de la sécurité intérieure susvisé, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

ARTICLE 11 : Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture des Hauts-de-Seine.

ARTICLE 12 : Conformément aux dispositions de l'article R421-5 du code de justice administrative, cette autorisation peut faire l'objet d'un recours¹.

ARTICLE 13 : Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai de validité au 16 juin 2021. Une nouvelle demande devra alors être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

ARTICLE 14 : Le présent arrêté abroge et remplace les dispositions antérieures.

ARTICLE 15 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet de la Préfecture des Hauts-de-Seine est chargée de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire sera adressé à l'établissement «ZARA FRANCE» au siège social sis 80, avenue des terroirs de France à Paris (75012).

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-préfète, Directrice de Cabinet



Mélanie VILLIERS-JACQUAT

¹ Dans les deux mois à compter de la notification de la présente décision les recours suivants peuvent être introduits :

- un recours gracieux, auprès de M. le Préfet des Hauts-de-Seine - Cabinet du Préfet - 167/177 avenue Joliot-Curie - 92013 Nanterre CEDEX.
- un recours hiérarchique, auprès du Ministre de l'Intérieur – Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques - Sous direction des Libertés Publiques et de la Police Administrative – 11, rue des Saussaies – 75800 Paris CEDEX 08.
- un recours contentieux, devant le tribunal Administratif de Cergy-Pontoise sis 2-4, boulevard de l'Hautil – BP 30322 - 95027 Cergy-Pontoise CEDEX.

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2^e mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2^e mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).



PRÉFET DES HAUTS-DE-SEINE

Arrêté CAB/BPS n° 2017. 508 du 22 MAI 2017 autorisant l'installation d'un système de vidéoprotection pour l'établissement «HÔPITAL SUISSE DE PARIS» sis 10, rue Minard à ISSY-LES-MOULINAUX (92130).

LE PREFET DES HAUTS-DE-SEINE
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

Vu le code de la sécurité intérieure ;

Vu le décret du 23 août 2016 portant nomination de Monsieur Pierre SOUBELET en qualité de Préfet des Hauts-de-Seine (hors classe) ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

Vu la demande présentée par le responsable technique et sécurité, représentant l'établissement « HÔPITAL SUISSE DE PARIS » sis 10, rue Minard à Issy-les-Moulineaux (92130), en vue d'obtenir l'autorisation d'installer un système de vidéoprotection ;

Vu l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 24 avril 2017, en présence du référent sûreté ;

Considérant que la demande d'autorisation est constituée conformément aux textes applicables en matière d'exploitation de système de vidéoprotection concernant les voies publiques ou les espaces ouverts au public ;

Sur proposition de la Sous-préfète, Directrice de Cabinet de la Préfecture des Hauts-de-Seine ;

ARRETE

ARTICLE 1 : L'établissement «HÔPITAL SUISSE DE PARIS» est autorisé à installer, à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection pour un total de 22 caméras intérieures et 1 caméra extérieure dans les conditions fixées au présent arrêté, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20084324.

Les 10 autres caméras filmant l'accès à la plateforme, le parking du personnel, la porte entrée livraison, la circulation et entrée/sortie pharmacie, l'accès livraisons économat, n'étant pas placées dans un espace ouvert au public, n'ont pas été soumises pour avis à la commission départementale de vidéoprotection et ne font pas l'objet d'une autorisation préfectorale dans le cadre du présent arrêté. Dans l'hypothèse où ces caméras entreraient dans le champ d'application de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978, elles devraient être déclarées à la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL).

Le système considéré répond aux finalités prévues par les textes en vigueur : Sécurité des personnes, secours à personnes, défense contre l'incendie, préventions risques naturels ou technologiques, prévention des atteintes aux biens. Autre « nombreux vols dans l'établissement et incivilités ayant lieu à l'extérieur ».

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Les caméras situées dans les espaces ouverts au public, au niveau de l'accueil, des entrées/sorties, des halls d'ascenseurs, des issues de secours, des couloirs, des escaliers, des airs de circulation et du parvis de l'entrée principale extérieure devront être dotées de masquages dynamiques de façon à ne pas visionner, le domaine public (voies de circulation, rues, trottoirs, jardins publics...), les lieux privés (locaux professionnels, locaux d'habitations), les moyens de paiement par carte bancaire, et ce, dans le respect des libertés individuelles.

ARTICLE 2 : Le public devra être informé dans l'établissement précité, par une signalétique appropriée :

- De manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour l'exercice du droit d'accès aux images et aux enregistrements.
- L'affichette mentionnera les références du code de la sécurité intérieure susvisé, ainsi que les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.
- Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du responsable technique et sécurité, représentant l'établissement « HÔPITAL SUISSE DE PARIS » sis 10, rue Minard à Issy-les-Moulineaux (92130).

ARTICLE 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de **15 jours**.

ARTICLE 4 : Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

ARTICLE 5 : Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir sur l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que sur la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

ARTICLE 6 : L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par le responsable du système ou de son exploitation.

ARTICLE 7 : Le droit d'accès aux informations enregistrées est prévu par les dispositions du code de la sécurité intérieure susvisé.

ARTICLE 8 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés, changement affectant la protection des images).

ARTICLE 9 : Le demandeur garantit le respect du droit des tiers et des libertés individuelles par, le cas échéant, la mise en place de système de masquage(s) dynamique(s), et s'assure de son efficacité.

ARTICLE 10 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions du code de la sécurité intérieure susvisé, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

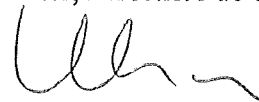
ARTICLE 11 : Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture des Hauts-de-Seine.

ARTICLE 12 : Conformément aux dispositions de l'article R421-5 du code de justice administrative, cette autorisation peut faire l'objet d'un recours¹.

ARTICLE 13 : Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans. Une nouvelle demande devra alors être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

ARTICLE 14 : La Sous-préfète, Directrice de Cabinet de la Préfecture des Hauts-de-Seine est chargée de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire sera adressé à l'établissement « HÔPITAL SUISSE DE PARIS » sis 10, rue Minard à Issy-les-Moulineaux (92130).

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-Préfète, Directrice de cabinet



Mélanie VILLIERS-JACQUAT

¹ Dans les deux mois à compter de la notification de la présente décision les recours suivants peuvent être introduits :

- un recours gracieux, auprès de M. le Préfet des Hauts-de-Seine - Cabinet du Préfet - 167/177 avenue Joliot-Curie - 92013 Nanterre CEDEX.
- un recours hiérarchique, auprès du Ministre de l'Intérieur – Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques - Sous direction des Libertés Publiques et de la Police Administrative – 11, rue des Saussaies – 75800 Paris CEDEX 08.
- un recours contentieux, devant le tribunal Administratif de Cergy-Pontoise sis 2-4, boulevard de l'Hautil – BP 30322 - 95027 Cergy-Pontoise CEDEX.

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2^e mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2^e mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).



PRÉFET DES HAUTS-DE-SEINE

Arrêté CAB/BPS n° 2017. 509 du 22 MAI 2017 renouvelant l'autorisation d'exploiter un système de vidéoprotection délivrée à l'établissement «ZARA HOME 1842 LES QUATRE TEMPS» sis au centre commercial les Quatre Temps à PUTEAUX (92800).

LE PREFET DES HAUTS-DE-SEINE
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

Vu le code de la sécurité intérieure ;

Vu le décret du 23 août 2016 portant nomination de Monsieur Pierre SOUBELET en qualité de Préfet des Hauts-de-Seine (hors classe) ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

Vu l'arrêté préfectoral CAB/BPS n° 2012.71 du 25 janvier 2012 portant autorisation d'installer un système de vidéoprotection ;

Vu la demande présentée par le Directeur Général, représentant l'établissement «ZARA HOME 1842 – LES QUATRE TEMPS» sis au centre commercial les Quatre Temps à Puteaux (92800) en vue d'obtenir le renouvellement, de l'autorisation d'exploiter un système de vidéoprotection ;

Vu l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 24 avril 2017, en présence du référent sûreté ;

Considérant que la demande d'autorisation est constituée conformément aux textes applicables en matière d'exploitation de système de vidéoprotection concernant les voies publiques ou les espaces ouverts au public ;

Sur proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet de la Préfecture des Hauts-de-Seine ;

ARRETE

ARTICLE 1 : L'établissement «ZARA HOME 1842 – LES QUATRE TEMPS» est autorisé à renouveler, à l'adresse sus-indiquée, l'exploitation du système de vidéoprotection pour un total de 5 caméras intérieures, dans les conditions fixées au présent arrêté, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20110016.

Le système considéré répond aux finalités prévues par les textes en vigueur : Sécurité des personnes, prévention des atteintes aux biens, lutte contre la démarque inconnue.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Les caméras situées dans les espaces ouverts au public, au niveau de la caisse, des entrées/sorties et du rayonnage devront être dotées de masquages dynamiques de façon à ne pas visionner le domaine public (voies de circulation, rues, trottoirs, jardins publics...), les lieux privatifs (locaux professionnels, locaux d'habitations), les moyens de paiement par carte bancaire, et ce, dans le respect des libertés individuelles.

ARTICLE 2 : Le public devra être informé dans l'établissement précité, par une signalétique appropriée :

- De manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour l'exercice du droit d'accès aux images et aux enregistrements.
- L'affichette mentionnera les références du code de la sécurité intérieure susvisé, ainsi que les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.
- Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du Directeur sécurité, représentant l'établissement «ZARA HOME FRANCE» au siège social sis 80, avenue des Terroirs de France à Paris (75012).

ARTICLE 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de **30 jours**, compte tenu de la sensibilité du site.

ARTICLE 4 : Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

ARTICLE 5 : Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir sur l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que sur la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

ARTICLE 6 : L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par le responsable du système ou de son exploitation.

ARTICLE 7 : Le droit d'accès aux informations enregistrées est prévu par les dispositions du code de la sécurité intérieure susvisé.

ARTICLE 8 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés, changement affectant la protection des images).

ARTICLE 9 : Le demandeur garantit le respect du droit des tiers et des libertés individuelles par, le cas échéant, la mise en place de système de masquages dynamiques, et s'assure de son efficacité.

ARTICLE 10 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions du code de la sécurité intérieure susvisé, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

ARTICLE 11 : Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture des Hauts-de-Seine.

ARTICLE 12 : Conformément aux dispositions de l'article R421-5 du code de justice administrative, cette autorisation peut faire l'objet d'un recours¹.

ARTICLE 13 : Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans. Une nouvelle demande devra alors être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

ARTICLE 14 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet de la Préfecture des Hauts-de-Seine est chargée de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire sera adressé au siège social de l'établissement «ZARA HOME FRANCE» sis 80, avenue des Terroirs de France à Paris (75012).

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-préfète, Directrice de Cabinet



Mélanie VILLIERS-JACQUAT

¹ Dans les deux mois à compter de la notification de la présente décision les recours suivants peuvent être introduits :

- un recours gracieux, auprès de M. le Préfet des Hauts-de-Seine - Cabinet du Préfet - 167/177 avenue Joliot-Curie - 92013 Nanterre CEDEX.
- un recours hiérarchique, auprès du Ministre de l'Intérieur – Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques - Sous direction des Libertés Publiques et de la Police Administrative – 11, rue des Saussaies – 75800 Paris CEDEX 08.
- un recours contentieux, devant le tribunal Administratif de Cergy-Pontoise sis 2-4, boulevard de l'Hautil – BP 30322 - 95027 Cergy-Pontoise CEDEX.

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2^e mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2^e mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).

ADRESSE POSTALE : 167-177, avenue Joliot Curie – 92013 Nanterre Cedex

COURRIEL : courrier@hauts-de-seine.gouv.fr STANDARD : 01.40.97.20.00 / TELECOPIE : 01.47.25.21.21

ADRESSE INTERNET : <http://www.hauts-de-seine.gouv.fr>

do



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DES HAUTS-DE-SEINE

Arrêté CAB/BPS n° 2017.516 du 06 JUIN 2017 modifiant l'arrêté relatif à la composition de la commission départementale de vidéoprotection des Hauts-de-Seine.

LE PREFET DES HAUTS-DE-SEINE
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

Vu le Code de la Sécurité Intérieure ;

Vu le décret du 23 août 2016 portant nomination de Monsieur Pierre SOUBELET en qualité de Préfet des Hauts-de-Seine (hors classe) ;

Vu l'Ordonnance de la Cour d'Appel de Versailles, en date du 21 juillet 2016 portant désignation de Madame Florence LASSERRE-JEANNIN, Vice-Présidente près le Tribunal de Grande Instance de Nanterre, en qualité de Présidente titulaire et de Monsieur Marc GELINEAU-LARRIVET, Vice-Président près le Tribunal de Grande Instance de Nanterre, en qualité de Président suppléant ;

Vu la désignation par Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine d'une personnalité qualifiée, en raison de sa compétence, en la personne de Monsieur Christian FERRÉ et la désignation de sa suppléante, Madame Marie-José CASSAGNE ;

Vu la désignation par La Chambre de commerce et d'industrie départementale des Hauts de Seine, d'un nouveau membre suppléant, en la personne de Madame Pascale ROUX et de la désignation de son suppléant, Monsieur Jean-Luc TUFFIER ;

Vu la désignation par Monsieur le Président de l'Association des Maires des Hauts-de-Seine, du renouvellement du mandat de membre titulaire, en la personne de Monsieur Bertrand PERCIE du SERT et du mandat de membre suppléant, en la personne de Monsieur Patrice PATTEE ;

Vu l'arrêté CAB/BPS n° 2017.192 du 7 avril 2017 relatif à la composition de la commission départementale de vidéoprotection ;

Sur proposition du Sous-préfet, Chargé de mission pour la politique de la ville et l'égalité des chances de la Préfecture des Hauts-de-Seine ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : La commission départementale des systèmes de vidéoprotection dans le département des Hauts-de-Seine, est composée de quatre membres :

1) Un magistrat du siège ou magistrat honoraire, président de la commission, désigné par la cour d'appel de Versailles à compter du 1^{er} septembre 2016 :

Titulaire : Madame Florence LASSERRE-JEANNIN, Vice-Présidente près le Tribunal de Grande Instance de Nanterre, pour un mandat de trois ans ;

pour un mandat de trois ans à compter du 1^{er} septembre 2016.

Suppléant : Monsieur Marc GELINEAU-LARRIVET, Vice-Président près le Tribunal de Grande Instance de Nanterre.

2) Un membre désigné par l'association des maires du département des Hauts-de-Seine pour un mandat de trois ans à compter du 26 novembre 2015.

Titulaire : Monsieur Bertrand PERCIE DU SERT, Adjoint au Maire de Levallois-Perret, délégué à la Sécurité publique et à la Police municipale ;

Suppléant : Monsieur Patrice PATTEE, Adjoint au Maire de Sceaux, délégué à l'urbanisme, à l'espace public et à la mobilité.

3) Un membre désigné par le Préfet en qualité de personne qualifiée pour un mandat de trois ans à compter du 13 mai 2015.

Titulaire : Monsieur Christian FERRÉ ;

Suppléante : Madame Marie-José CASSAGNE.

4) Un membre désigné par la Chambre de commerce et d'industrie départementale des Hauts-de-Seine pour un mandat de trois ans à compter du 27 mars 2017.

Titulaire : Madame Pascale ROUX, membre élu

Suppléant : Monsieur Jean-Luc TUFFIER, membre associé

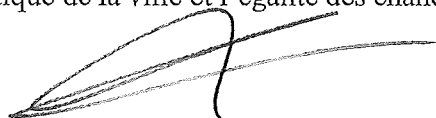
ARTICLE 2 : Lorsqu'il n'est pas suppléé, le membre d'une commission peut donner mandat à un autre membre. Sauf dispositions contraires, nul ne peut détenir plus d'un mandat. Le quorum est atteint lorsque la moitié au moins des membres composant la commission est présent, y compris les membres qui ont donné mandat.

ARTICLE 3 : Le secrétariat de la commission départementale de vidéoprotection est assuré par le Bureau des Polices Spéciales du Cabinet du Préfet.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté abroge et remplace les dispositions antérieures.

ARTICLE 5 : Monsieur le Sous-Préfet, Chargé de mission pour la Politique de la ville et l'égalité des chances est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture des Hauts-de-Seine.

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-préfet Chargé de mission pour la
Politique de la ville et l'égalité des chances



Thomas FAUCONNIER



PRÉFET DES HAUTS-DE-SEINE

Arrêté CAB/BPS n° 2017.547 du - 6 JUIN 2017 autorisant l'usage de caméras individuelles permettant l'enregistrement audiovisuel des interventions des agents de police municipale de la commune de Suresnes.

LE PREFET DES HAUTS-DE-SEINE
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L.241-1 ;

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, notamment ses articles 26 et 41 ;

Vu la loi n° 2016-731 du 3 juin 2016 renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale, notamment son article 114 ;

Vu le décret du 23 août 2016 portant nomination de Monsieur Pierre SOUBELET en qualité de Préfet des Hauts-de-Seine (hors classe) ;

Vu le décret n° 2016-1861 du 23 décembre 2016 relatif aux conditions de l'expérimentation de l'usage de caméras individuelles par les agents de police municipale dans le cadre de leurs interventions ;

Vu la demande présentée par Monsieur Christian DUPUY, en sa qualité de maire, représentant la ville de Suresnes, en vue d'obtenir l'autorisation d'utiliser à titre expérimental, par les agents de la police municipale de sa collectivité, des caméras individuelles permettant l'enregistrement audiovisuel de leurs interventions ;

Vu la convention de coordination des interventions de la police municipale de Suresnes et des forces de sécurité de l'Etat en date du 17 mai 2017 ;

Considérant que la demande transmise par Monsieur Christian DUPUY, en sa qualité de maire, représentant la ville de Suresnes est complète et conforme aux exigences du décret du 23 décembre 2016 susvisé ;

Sur proposition du Sous-préfet, chargé de mission pour la politique de la ville et l'égalité des chances de la Préfecture des Hauts-de-Seine ;

ARRÊTÉ

ARTICLE 1^{er} : L'enregistrement audiovisuel des interventions des agents de police municipale de la commune de Suresnes est autorisé à titre expérimental, au moyen de 8 caméras individuelles jusqu'au 3 juin 2018.

ARTICLE 2 : Quel que soit le support choisi par la commune (site internet ou affichage), le public devra être informé du dispositif, à compter du jour de la délivrance par la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) de l'accusé de réception de l'engagement de conformité et ce jusqu'à la fin de l'expérimentation.

Cette information devra comprendre les éléments suivants :

- Les références des textes applicables (loi n° 2016-731 du 3 juin 2016 et décret n° 2016-1831 du 23 décembre 2016 précités ainsi que l'arrêté préfectoral).
- Le nombre de caméras individuelles équipant les agents de police municipale.
- Une description du fonctionnement des caméras utilisées.
- Les modalités du droit d'accès indirect aux images, conformément aux dispositions de l'article 9 du décret n° 2016-1861 du 23 décembre 2016 susvisé et à l'article 41 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique aux fichiers et aux libertés.

ARTICLE 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une procédure judiciaire, administrative ou disciplinaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de six mois.

ARTICLE 4 : Les caméras devront être portées de façon apparente par les agents de police municipale et un signal visuel spécifique devra indiquer si elles enregistrent. Sauf si les circonstances y font obstacle, les personnes filmées seront informées du déclenchement de l'enregistrement.

ARTICLE 5 : Les agents auxquels les caméras individuelles seront fournies ne pourront avoir accès directement aux enregistrements auxquels ils procéderont. Les données enregistrées par les caméras devront être transférées sur un support informatique sécurisé. Les enregistrements ne pourront être consultés qu'à l'issue de l'intervention et après leur transfert sur le support informatique sécurisé.

ARTICLE 6 : Dans la limite de leurs attributions respectives, le responsable du service et les agents de police municipale individuellement désignés et habilités, seront les seules personnes à pouvoir accéder aux données et procéder à leurs éventuelles extractions pour les besoins exclusifs d'une procédure judiciaire, administrative ou disciplinaire ou dans le cadre d'une action de formation et de pédagogie des agents.

ARTICLE 7 : Dès notification du présent arrêté, le maire de la commune de Suresnes devra adresser à la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés un engagement de conformité, par lequel il s'engage à ce que les dispositifs utilisés par les agents de sa police municipale, respectent l'ensemble des conditions posées aux dispositions du décret n° 2016-1861 du 23 décembre 2016 susvisé.

ARTICLE 8 : L'enregistrement audiovisuel des interventions des agents de police municipale autorisé par le présent arrêté, ne pourra être mis en œuvre qu'après réception du récépissé de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés.

ARTICLE 9 : Toute modification portant sur le nombre de caméras individuelles devra faire l'objet d'une demande d'autorisation auprès des services préfectoraux.

ARTICLE 10 : L'autorisation pourra être retirée en cas de manquement ou de changement des conditions au vu desquelles elle a été délivrée, notamment dans l'hypothèse d'atteintes aux libertés individuelles.

ARTICLE 11 : La présente autorisation sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture.

ARTICLE 12 : Conformément aux dispositions de l'article R421-5 du code de justice administrative, cette autorisation peut faire l'objet d'un recours¹.

ARTICLE 13 : Le Sous-préfet, chargé de mission pour la politique de la ville et l'égalité des chances de la Préfecture des Hauts-de-Seine est chargé de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire sera adressé à Monsieur Christian DUPUY, en sa qualité de maire, représentant la ville de Suresnes.

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-préfet, chargé de mission pour
La politique de la ville et l'égalité des chances



Thomas FAUCONNIER

¹ Dans les deux mois à compter de la notification de la présente décision les recours suivants peuvent être introduits :

- un **recours gracieux**, auprès de M. le Préfet des Hauts-de-Seine - Cabinet du Préfet - 167/177 avenue Joliot-Curie - 92013 Nanterre CEDEX.
- un **recours hiérarchique**, auprès du Ministre de l'Intérieur – Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques - Sous direction des Libertés Publiques et de la Police Administrative – 11, rue des Saussaies – 75800 Paris CEDEX 08.
- un **recours contentieux**, devant le tribunal Administratif de Cergy-Pontoise sis 2-4, boulevard de l'Hautil – BP 30322 - 95027 Cergy-Pontoise CEDEX.

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2^e mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2^e mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).

ADRESSE POSTALE : 167-177, avenue Joliot Curie – 92013 Nanterre Cedex

COURRIEL : courrier@hauts-de-seine.gouv.fr STANDARD : 01.40.97.20.00 / TELECOPIE : 01.47.25.21.21

ADRESSE INTERNET : <http://www.hauts-de-seine.gouv.fr>



PRÉFET DES HAUTS-DE-SEINE

Arrêté CAB/BPS n° 2017.519 du 12 JUIN 2017 autorisant l'usage de caméras individuelles permettant l'enregistrement audiovisuel des interventions des agents de police municipale de la commune de Fontenay-aux-Roses.

LE PREFET DES HAUTS-DE-SEINE
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L.241-1 ;

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, notamment ses articles 26 et 41 ;

Vu la loi n° 2016-731 du 3 juin 2016 renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale, notamment son article 114 ;

Vu le décret du 23 août 2016 portant nomination de Monsieur Pierre SOUBELET en qualité de Préfet des Hauts-de-Seine (hors classe) ;

Vu le décret n° 2016-1861 du 23 décembre 2016 relatif aux conditions de l'expérimentation de l'usage de caméras individuelles par les agents de police municipale dans le cadre de leurs interventions ;

Vu la demande présentée par Monsieur Jean-Claude PORCHERON, en sa qualité de Conseiller Municipal, représentant la ville de Fontenay-aux-Roses, en vue d'obtenir l'autorisation d'utiliser à titre expérimental, par les agents de la police municipale de sa collectivité, des caméras individuelles permettant l'enregistrement audiovisuel de leurs interventions ;

Vu la convention de coordination des interventions de la police municipale de Fontenay-aux-Roses et des forces de sécurité de l'Etat en date du 2 décembre 2013 ;

Considérant que la demande transmise par Monsieur Jean-Claude PORCHERON, en sa qualité de Conseiller Municipal, représentant la ville de Fontenay-aux-Roses est complète et conforme aux exigences du décret du 23 décembre 2016 susvisé ;

Sur proposition du Sous-préfet chargé de mission pour la politique de la ville et l'égalité des chances de la Préfecture des Hauts-de-Seine ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : L'enregistrement audiovisuel des interventions des agents de police municipale de la commune de Fontenay-aux-Roses est autorisé à titre expérimental, au moyen de 3 caméras individuelles jusqu'au 3 juin 2018.

ARTICLE 2 : Quel que soit le support choisi par la commune (site internet ou affichage), le public devra être informé du dispositif, à compter du jour de la délivrance par la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) de l'accusé de réception de l'engagement de conformité et ce jusqu'à la fin de l'expérimentation.

Cette information devra comprendre les éléments suivants :

- Les références des textes applicables (loi n° 2016-731 du 3 juin 2016 et décret n° 2016-1831 du 23 décembre 2016 précités ainsi que l'arrêté préfectoral).
- Le nombre de caméras individuelles équipant les agents de police municipale.
- Une description du fonctionnement des caméras utilisées.
- Les modalités du droit d'accès indirect aux images, conformément aux dispositions de l'article 9 du décret n° 2016-1861 du 23 décembre 2016 susvisé et à l'article 41 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique aux fichiers et aux libertés.

ARTICLE 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une procédure judiciaire, administrative ou disciplinaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de six mois.

ARTICLE 4 : Les caméras devront être portées de façon apparente par les agents de police municipale et un signal visuel spécifique devra indiquer si elles enregistrent. Sauf si les circonstances y font obstacle, les personnes filmées seront informées du déclenchement de l'enregistrement.

ARTICLE 5 : Les agents auxquels les caméras individuelles seront fournies ne pourront avoir accès directement aux enregistrements auxquels ils procéderont. Les données enregistrées par les caméras devront être transférées sur un support informatique sécurisé. Les enregistrements ne pourront être consultés qu'à l'issue de l'intervention et après leur transfert sur le support informatique sécurisé.

ARTICLE 6 : Dans la limite de leurs attributions respectives, le responsable du service et les agents de police municipale individuellement désignés et habilités, seront les seules personnes à pouvoir accéder aux données et procéder à leurs éventuelles extractions pour les besoins exclusifs d'une procédure judiciaire, administrative ou disciplinaire ou dans le cadre d'une action de formation et de pédagogie des agents.

ARTICLE 7 : Dès notification du présent arrêté, la collectivité devra adresser à la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés un engagement de conformité, par lequel il s'engage à ce que les dispositifs utilisés par les agents de sa police municipale, respectent l'ensemble des conditions posées aux dispositions du décret n° 2016-1861 du 23 décembre 2016 susvisé.

ARTICLE 8 : L'enregistrement audiovisuel des interventions des agents de police municipale autorisé par le présent arrêté, ne pourra être mis en œuvre qu'après réception du récépissé de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés.

ARTICLE 9 : Toute modification portant sur le nombre de caméras individuelles devra faire l'objet d'une demande d'autorisation auprès des services préfectoraux.

ARTICLE 10 : L'autorisation pourra être retirée en cas de manquement ou de changement des conditions au vu desquelles elle a été délivrée, notamment dans l'hypothèse d'atteintes aux libertés individuelles.

ARTICLE 11 : La présente autorisation sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture.

ARTICLE 12 : Conformément aux dispositions de l'article R421-5 du code de justice administrative, cette autorisation peut faire l'objet d'un recours¹.

ARTICLE 13 : Le Sous-préfet chargé de mission pour la politique de la ville et l'égalité des chances de la Préfecture des Hauts-de-Seine, est chargé de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire sera adressé à Monsieur Jean-Claude PORCHERON, en sa qualité de Conseiller Municipal, représentant la ville de Fontenay-aux-Roses.

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-préfet chargé de mission pour
La politique de la ville et l'égalité des chances



Thomas FAUCONNIER

¹ Dans les deux mois à compter de la notification de la présente décision les recours suivants peuvent être introduits :

- un recours gracieux, auprès de M. le Préfet des Hauts-de-Seine - Cabinet du Préfet - 167/177 avenue Joliot-Curie - 92013 Nanterre CEDEX.
- un recours hiérarchique, auprès du Ministre de l'Intérieur – Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques - Sous direction des Libertés Publiques et de la Police Administrative – 11, rue des Saussaies – 75800 Paris CEDEX 08.
- un recours contentieux, devant le tribunal Administratif de Cergy-Pontoise sis 2-4, boulevard de l'Hautil – BP 30322 - 95027 Cergy-Pontoise CEDEX.

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2^e mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2^e mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

DU

PREFET DES HAUTS-DE-SEINE

ISSN 0985 - 5955

Pour toute correspondance, s'adresser à :

PREFET DES HAUTS-DE-SEINE

Direction des Affaires Juridiques et de l'Administration Locale
Cellule CRD - DA - RAA

167/177, Avenue Joliot Curie
92013 NANTERRE CEDEX

Le recueil des actes administratifs est consultable en ligne sur le site de la préfecture
adresse Internet :

<http://www.hauts-de-seine.gouv.fr/>

Directeur de la publication :

Thierry BONNIER

SECRETAIRE GENERAL

PREFECTURE DES HAUTS-DE-SEINE

167-177, avenue Joliot Curie 92013 NANTERRE Cedex

Courriel : courrier@hauts-de-seine.gouv.fr

Standard : 01.40.97.20.00 Télécopie 01.40.97.25.21.21

Adresse Internet : <http://www.hauts-de-seine.gouv.fr/>